

«Une politique de gauche, c'est de ne faire aucune économie dans l'action sociale»

Le Gouvernement jurassien qui vient d'entrer en fonction affiche une majorité de gauche, avec trois ministres socialistes. Mais quelle politique pourront-ils mettre en œuvre face à un Parlement en majorité de droite? Rémy Meury, seul élu de CS-POP, exprime les doutes de l'extrême gauche.

Rémy Meury, 66 ans, est un dinosaure de la politique jurassienne, seul député titulaire de CS-POP ré-élu. Ce représentant de l'extrême gauche a été élu pour la première fois en 1984 au Conseil de ville de Delémont sous l'étiquette du POP, puis en 1994 au Conseil communal de la capitale, et au Parlement jurassien en 1998. Son parti a fusionné en 2013 avec Combat socialiste pour former le CS-POP. Comment voit-il la nouvelle législature avec trois élus socialistes à l'exécutif? Interview.

Un gouvernement à majorité de gauche fait face à un Parlement dominé par la droite. Comment voyez-vous cela?

Avec la composition aussi bien du Gouvernement que du Parlement, les solutions de compromis ou consensus seront largement utilisées par les deux grands partis. C'est un souci. Avoir une majorité socialiste au Gouvernement, c'est une chose, avoir des propositions avec comme objectif de mener une politique de gauche, c'en est une autre. Je souhaite qu'il y ait une vision, une ligne donnée par le Gouvernement avant qu'il y ait des discussions de compromis au niveau du Parlement.

Le consensus, valeur typiquement suisse, vous dérange-t-il?

Le problème, c'est que le consensus dans notre pays va



Rémy Meury lors de la séance inaugurale du Parlement jurassien, le 18 décembre dernier. Il est le seul député titulaire de CS-POP, une voix forte de l'extrême gauche jurassienne.

PHOTO JONAS LÜTHI

toujours dans le même sens. Quels sacrifices ont été faits par les plus riches dans notre pays? Zéro. Tout ce qu'on a réussi à faire partout, au ni-

une majorité socialiste au Gouvernement, ce n'est pas pour mener d'emblée une politique de consensus. Après, au niveau du Parlement, je

précarité voire dans la pauvreté. Il n'est pas question de réduire quoi que ce soit dans les aides qu'on peut apporter. Tout le monde hurle, y compris l'UDC, contre les augmentations de primes de caisse maladie mais au Parlement, il y a eu une majorité, avec quelques députés socialistes, qui a voté une réduction du seuil déterminant donnant droit à ces in-

demnités. Ce genre de décision ne devrait plus exister.

On ne peut pourtant pas tout financer, non?

C'est une question de choix. Les riches n'ont pas besoin de l'intervention de l'État pour s'en sortir puisqu'ils sont riches. Pourtant, ils attendent que l'État leur permette de continuer à s'enrichir. D'où



Ce qui m'a toujours animé, c'est la défense des plus faibles, parce que ma famille a fait partie des plus faibles.»

veau fédéral et dans tous les cantons, c'est réduire la charge fiscale, et comme l'impôt est proportionnel au revenu, on sait très bien qui en profite réellement.

Ce Gouvernement, avec sa majorité socialiste, pourra-t-il mener une politique de gauche?

Ce que j'espère et attends de la part de ce Gouvernement, c'est qu'il donne une direction vers laquelle il faut tendre, quitte à être ensuite battu. S'il y avait un intérêt à prendre

sais bien qu'il faudra travailler dans ce sens, que les options données par le Gouvernement à majorité socialiste seront revues et atténuées.

Que doit être pour vous une politique de gauche?

Pour moi, une politique de gauche dans le Jura, c'est de ne faire aucune économie dans le domaine de l'action sociale, aucune. Au contraire. On a eu des rapports sociaux qui ont démontré qu'une tranche toujours plus importante de la population est à la limite de la

l'écart qui se creuse continuellement entre riches et pauvres. Cela veut dire que la redistribution des richesses ne se fait pas comme elle le devrait. Cette politique implique qu'avec nos moyens volontairement réduits, on n'arrive plus à assurer des prestations élémentaires vis-à-vis de la population, y compris la population la plus faible. Une réalité que je continuerai de combattre.

Le souci des plus faibles, c'est ce qui vous anime en politique?

Pour moi, c'est une évidence. En août 2026, cela fera 50 ans que mon père est décédé. Il était ouvrier, je l'ai toujours vu trimer comme un fou, et on était six enfants. Il est décédé un mois avant de pouvoir prendre la retraite. Ça m'a anéanti, j'ai trouvé que c'était injuste. Ce qui m'a toujours animé, c'est la défense des plus faibles, parce que ma famille a fait partie des plus faibles. Fondamentalement, ce sont ces gens-là que je dois défendre, qui ont besoin de soutien. Les autres... Ce que dit la droite, qu'il faut soutenir l'économie pour que les entreprises puissent se développer, investir, créer de l'emploi, ça, je l'entends. Mais il faut aussi s'interroger, voir à quel point il faut leur faire des cadeaux. Je reste convaincu que la théorie du ruissellement est une tromperie.

Propos recueillis par GEORGES MAILLARD

L'épuisement menace dans l'enseignement

Rémy Meury, ancien secrétaire général du Syndicat des enseignants jurassiens (SEJ), mentionne ce domaine qu'il connaît bien à titre d'exemple de situation où des mesures s'imposent alors que l'heure est aux économies:

«On constate aujourd'hui que la volonté de venir en aide aux élèves les plus en difficulté, si elle existe sur le papier, est dans la réalité presque inexistante. Il faut des moyens pour cela. Il y a de plus en plus d'élèves à besoins particuliers mais de moins en moins de monde pour les prendre en charge. Pour avoir parlé récemment avec quelques enseignants, notamment

ici à Delémont, je sais qu'il y a un épuisement croissant par rapport à ces élèves aux besoins particuliers, à tel point que les objectifs du PER (plan d'études romand) sont difficiles à atteindre parce qu'on passe énormément de temps à suivre des élèves qui devraient être davantage suivis par des spécialistes plutôt qu'un enseignant généraliste. Or tout ce qui n'est pas fait au niveau de l'école a des conséquences par la suite sur la société d'une manière générale. L'investissement dans la formation, c'est gagnant-gagnant, comme aiment bien le dire certains!»

GM